



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

***portant mise en demeure de la société DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL pour l'Installation Classée
pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qu'elle exploite sur la commune de Sonnac***

Le Préfet de la Charente-Maritime

*Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite*

Vu le code de l'environnement (CE), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Brice BLONDEL, Préfet de la Charente-Maritime ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la société DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL pour l'exploitation d'une distillerie d'alcool de bouche sur la commune de Sonnac ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 15 octobre 2025, transmis à l'exploitant par courrier du 2 décembre 2025, et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au courrier, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de la société DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL ci-après « l'exploitant », formulées par courriel en date du 18 décembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 15 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les numéros d'identification des îlots et des parcelles indiqués dans les documents d'enregistrement des épandages présentés ne correspondent pas avec les numéros d'îlots indiqués dans le plan d'épandage transmis à l'inspection en 2017 (version août 2012). De plus, la commune des parcelles indiquées n'est pas précisée, alors que le périmètre d'épandage figurant dans le plan d'épandage comporte plusieurs communes ;

- Les opérations d'épandage des eaux de lavage stockées en GRV ne font pas l'objet d'enregistrement documentaire ;
- D'après les documents d'enregistrement des épandages présentés, il apparaît que les opérations d'épandage de la campagne 2024-2025 ont été menées sur des jachères ;
- Au vu des nombreux contenants présents dans les chais n°4 dit « chai de distillation » et n°5 dit « chai de fabrication » (cuves inox de plusieurs hl, fûts en bois de 300 l, GRV de 1000 l), leurs capacités de stockage effectives dépassent largement leurs capacités de stockage autorisées (respectivement 0,2 m³ et 0,3 m³) ;
- Le local de distillation de 2 alambics de 25 hl et le chai n°4 "de distillation" sont séparés par une cloison ne présentant aucune propriété de résistance au feu ;
- Les divers récipients présents dans les chais n°4 et n°5 (cuves inox, fûts ou tonneaux en bois et GRV en plastique) ne sont pas associés à une cuvette de rétention étanche ;
- L'aire de chargement/déchargement n'est pas associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement accidentel lors des opérations de chargement ou de déchargement ;
- L'aire de chargement/déchargement n'est pas équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de transfert et les installations de stockage (prise de terre) ;
- Aucune consigne particulière n'est affichée à proximité de l'aire de chargement/déchargement ;
- La porte entre le local de vie du distillateur et la distillerie n'est pas une porte EI 30 (coupe-feu ½ heure) ;
- La porte entre le local de vie du distillateur et la distillerie n'est pas dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool vers le local de vie ;
- Le local de vie du distillateur ne possède pas d'issue vers l'extérieur ;
- Ni le local de distillation ni les locaux de stockage d'eaux-de-vie ne sont équipés de dispositifs de désenfumage ;
- D'après les étiquettes observées sur quelques-uns par sondage, les extincteurs de la distillerie n'ont pas fait l'objet de vérification depuis plusieurs années ;
- D'après les étiquettes observées sur quelques-uns par sondage, les extincteurs des chais de stockage d'alcools n'ont pas fait l'objet de vérification depuis plusieurs années ;
- La clôture du réservoir fixe de propane ne dispose pas de portail verrouillable ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3, 6.2.2.3, 6.2.3, 6.4.1, 6.4.2, 6.5.3, 7.1 .2.5 et 7.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé ainsi qu'à celles du 4.1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé et celles du 3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé ;

Considérant que ces manquements avaient déjà été relevés lors de la visite d'inspection du 24 janvier 2024 ;

Considérant que face à ces manquements et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 (point I) du même code en mettant en demeure la société DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL de respecter les prescriptions des dispositions des articles susvisés ;

ARRÊTE

Article 1 – La société DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL (SIREN 781 386 982), dont le siège social est situé à Sonnac (17160), lieu-dit « Fontaine », exploitant des installations de production et de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole à cette même adresse, est mise en demeure de respecter :

- sans délai, les dispositions de l'article 71.2.5 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé en cessant toute opération d'épandage sur des jachères ;
- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé en limitant strictement les quantités d'eaux-de-vie présentes dans les chais n°4 et n°5 (chais de distillation et de fabrication) à leurs capacités autorisées (respectivement 0,2 m³ et 0,3 m³) ;
 - les dispositions de l'article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé en associant les contenants d'eaux-de-vie maintenus dans les chais n°4 et n°5 à une capacité de rétention correctement dimensionnée ;
 - les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé en installant dans la distillerie au moins deux extincteurs portatifs de puissance mini 144 B vérifiés depuis moins d'un an ;
 - les dispositions du 4.1.1.2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé :
 - en installant à proximité de chaque porte d'accès à un chai au moins un extincteur portatif de puissance mini 144 B vérifié depuis moins d'un an ;
 - en installant au moins un extincteur de 50 kg sur roues vérifié depuis moins d'un an dans la partie Nord-Est "chais de vieillissement" (longeant la route) ;
 - en installant au moins un extincteur de 50 kg sur roues vérifié depuis moins d'un an dans la partie Sud-Ouest "chais de distillation et de coupe" ;
 - les dispositions du 3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé en installant un portail verrouillable sur la clôture du réservoir de propane ;
- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions de l'article 71.3.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé :
 - en précisant dans son cahier d'épandage (ou document d'enregistrement des épandages) le nom de la commune des parcelles recevant les épandages ;
 - en s'assurant que les numéros de parcelles renseignées dans son cahier d'épandage correspondent bien à des numéros de parcelles figurant dans son plan d'épandage ;
 - en renseignant les opérations d'épandage des eaux de lavage dans son cahier d'épandage ;
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions de l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé en séparant le local de distillation de 2 alambics de 25 hl et le chai contigu (chai n°4) par un

mur coupe-feu REI 120 au minimum ou supprimant tout stockage d'eau-de-vie dans le chai n°4 ;

- les dispositions de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé :
 - en aménageant une rétention associée à l'aire de chargement/déchargement, d'un volume au moins égal à la capacité de la citerne de livraison la plus grande ;
 - en installant une prise de terre à proximité de l'aire de chargement/déchargement ;
 - en affichant des consignes à proximité de l'aire de chargement/déchargement ;
- les dispositions de l'article 6.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé :
 - en installant une porte EI 30 entre le local de vie du distillateur et la distillerie ;
 - en aménageant un seuil ou un caniveau évitant tout écoulement d'alcool vers le local de vie du distillateur ;
 - en aménageant une issue vers l'extérieur dans le local de vie du distillateur ;
- dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté : les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé en installant un dispositif de désenfumage dans chaque local de distillation et chaque local de stockage d'eau-de-vie.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 4 - Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 - Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société DISTILLERIE RULLIER & FILS SARL.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-Préfète de Saint-Jean-d'Angely,
- Monsieur le maire de la commune de Sonnac,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 24 DEC. 2025

Le Préfet,

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized letters and a long horizontal stroke.

Brice BLONDEL

